

Echelle de performance
CO₂- Clauses types
(Phase pilote)

17.04.2020

TABLE DES MATIÈRES

1	Explication du principe	3
2	A insérer en objet du marché	4
3	A insérer en critère d'attribution	4
4	A insérer en conditions d'exécution	14
5	A insérer en pénalités	15
6	A insérer dans le formulaire d'offre	16

1 EXPLICATION DU PRINCIPE

L'exécution des travaux d'infrastructure et de construction génère des émissions de CO₂ importantes. La région a l'ambition de réduire ces émissions de CO₂ grâce à ses marchés publics de travaux. L'échelle de performance CO₂ est un système de certification et un système de management environnemental en 5 niveaux visant à réduire les émissions de CO₂. Les entreprises certifiées sont tenues de s'améliorer continuellement en termes d'émissions de CO₂. Plus le niveau sur l'échelle est élevé, plus les mesures prises par l'entreprise sont importantes. La certification concerne l'entreprise elle-même et non un produit ou un procédé particulier. Les mesures et actions prises par la société ont un impact sur les marchés exécutés par la société. Comme alternative à la certification au niveau de l'entreprise, la certification au niveau d'un marché est également possible.

Afin d'encourager les entreprises à identifier et à réduire leurs émissions de CO₂ et à le démontrer au moyen d'un certificat fiable, une « réduction fictive » est accordée dans les marchés publics pour la comparaison des offres. Cette « réduction fictive » est calculée sur base du prix de l'offre si l'entreprise possède un certificat ou s'engage à obtenir et maintenir un certificat pendant l'exécution de la mission (un "niveau d'ambition CO₂"). Plus le niveau d'ambition CO₂, et donc le niveau sur l'échelle de performance, est élevé, plus la réduction fictive est élevée. Le critère du prix est évalué sur la base du prix de l'offre après déduction de la réduction fictive. Bien sûr, le marché public est exécuté au prix réel.

Dans le cadre des marchés publics, l'échelle de performance CO₂ constitue un critère d'attribution. Le système de la réduction fictive permet de déterminer l'offre économiquement la plus avantageuse (le meilleur rapport qualité/prix) conformément à l'article. 81, §2, 3° de la loi sur les marchés publics. Il ne s'agit pas d'une évaluation « sur base du coût » au sens de l'art. 81, §2, 2° de la loi sur les marchés publics. L'Echelle de performance CO₂ est un système de gestion et ne comprend pas un calcul exact des émissions de CO₂ ou de réduction de CO₂ dans l'offre.

Ce document contient des clauses types pour mettre en œuvre l'échelle de performance dans des marchés publics. Plus d'informations et un manuel sur l'échelle de performance CO₂ sont disponibles sur le site www.echelledeperformanceCO2.be

Ces clauses types sont proposées pour la phase pilote qui s'étend de 2019 à 2022. Afin d'assurer l'uniformité et de faciliter l'évaluation des projets pilotes, il est recommandé de ne pas modifier les clauses types du présent document.

Les adjudicateurs wallons peuvent également poser leurs questions relatives à l'application de l'échelle de performance CO₂ à l'adresse suivante : marchespublics.responsables@spw.wallonie.be

2 A INSÉRER EN OBJET DU MARCHÉ

« L'exécution de travaux génère d'importantes émissions de CO₂. Le pouvoir adjudicateur a l'ambition de réduire ces émissions de CO₂ lors de l'exécution de ses marchés publics. La réalisation de cette ambition n'est possible que grâce aux efforts actifs de ses contractants. Pour cette raison, ce marché public inclut la méthodologie de l'échelle de performance CO₂, qui récompense les soumissionnaires qui font des efforts pour réduire leurs émissions de CO₂ avec un avantage dans le cadre des critères d'attribution.

Les dispositions contractuelles relatives à la méthodologie de l'échelle de performance CO₂ sont exposées aux points X (critères d'attribution), Y (conditions d'exécution) et Z (pénalités) du présent cahier des charges (à préciser sur la base du contrat). »

Plus d'information sur l'échelle de performance CO₂ est disponible sur www.echelledeperformanceCO2.be

3 A INSÉRER EN CRITÈRE D'ATTRIBUTION

Le pouvoir adjudicateur déterminera l'offre économiquement la plus avantageuse, en tenant compte du meilleur rapport qualité/prix, comme suit :

- Prix
- Niveau d'ambition CO₂

Prix

La formule de prix est appliquée aux prix d'évaluation. Il s'agit du prix des offres dont a été déduit une réduction fictive éventuelle de 2, 4 ou 6% (voir ci-dessous).

Niveau d'ambition CO₂

Le soumissionnaire peut s'engager dans son offre à atteindre un certain niveau d'ambition CO₂.

La détermination d'un niveau d'ambition CO₂ dans l'offre se traduit par une réduction fictive. En appliquant cette réduction fictive au prix de l'offre, on obtient le prix d'évaluation qui est utilisé pour évaluer le critère d'attribution "Prix".

Pour ce marché, le soumissionnaire ne peut choisir qu'un seul des niveaux d'ambition suivants :

Niveau d'ambition CO₂	Réduction fictive au prix de l'offre
Aucun	0%
Niveau 1	2%
Niveau 2	4%
Niveau 3, 4 et 5	6%

Les pourcentages de réduction fictive peuvent être adaptés en fonction des marchés publics. Pour le contexte belge, il a été convenu **que les 4e et 5e niveaux ne seraient pas (encore) récompensés par une réduction fictive plus élevée que la réduction fictive accordée pour le niveau 3) lors de la phase pilote.**

Les trois premiers niveaux constituant les différents niveaux minimaux pour l'application de la réduction fictive comprennent les exigences suivantes :

Ambition CO₂ niveau 1					
	Aspect	Sous-critères		Aspect	Sous-critères
1A	Consommation d'énergie	1. Une identification et une analyse des flux d'énergie prévus et réels du projet est effectuée.	1B	Réduction d'énergie	1. L'adjudicataire démontre qu'il étudie les possibilités de réduire la consommation d'énergie du projet.
		2. Tous les flux d'énergie prévus et réels du projet sont cartographiés de manière démontrable.			2. L'adjudicataire réalise un rapport de contrôle interne indépendant pour le projet.
		3. Cette liste fait l'objet d'un suivi régulier et est mise à jour pendant la durée du projet.			
1C	Communication	1. L'adjudicataire démontre qu'il communique en	1D	Initiatives de réduction des	1. L'adjudicataire démontre qu'il est au courant des

		<i>interne sur une base ad hoc sur la politique de réduction d'énergie du projet.</i>		<i>émissions de CO₂</i>	<i>initiatives du secteur et/ou de la chaîne dans le domaine de la réduction des émissions de CO₂ qui sont pertinentes pour le projet.</i>
		<i>2. L'adjudicataire démontre qu'il communique à l'externe sur une base ad hoc sur la politique de réduction d'énergie du projet.</i>			<i>2. L'adjudicateur connaît les initiatives du secteur et de la chaîne et leur pertinence pour le projet et en discute lors des réunions de gestion.</i>

Ambition CO₂ niveau 2					
	Aspect	Sous-critère		Aspect	Sous-critère
2A	<i>Consommation d'énergie</i>	<i>1. Tous les flux énergétiques attendus et réels du projet sont quantitativement cartographiés.</i>	2B	<i>Réduction d'énergie</i>	<i>1. L'adjudicataire formule un objectif qualitativement défini de réduction de la consommation d'énergie et a précisé les mesures à prendre pour le projet.</i>
		<i>2. La liste est exhaustive et fait l'objet d'un suivi et d'une mise à jour réguliers pendant toute la durée du projet.</i>			<i>2. L'adjudicataire formule un objectif défini pour l'utilisation de carburants de substitution et/ou l'utilisation d'électricité verte</i>

					dans le cadre du projet.
		3. L'adjudicataire effectue une évaluation énergétique du projet.			3. L'objectif en matière d'énergie et de réduction et les mesures connexes doivent être documentés, mis en œuvre et communiqués à tous les employés de l'adjudicataire dans la mesure où ils sont impliqués dans le projet.
2C	Communication	1. L'adjudicataire communique structurellement en interne sur la politique énergétique du projet. La communication comprend au moins la politique énergétique et les objectifs de réduction du projet.	2D	Initiatives de réduction des émissions de CO ₂	1. L'adjudicataire démontre qu'il examine les possibilités de mettre en œuvre des mesures spécifiques au projet découlant d'initiatives pertinentes dans le cadre du projet.
		2. L'adjudicataire réalise un cycle de contrôle efficace en termes de réduction de CO ₂ avec des responsabilités assignées pour le projet.			
		3. L'adjudicataire identifie les intervenants externes pour le projet.			

Ambition CO₂ niveau 3

	Aspect	Sous-critère		Aspect	Sous-critère
3A	Emission de CO ₂	1. L'adjudicataire doit établir un rapport sur a. les émissions de portée 1 et 2 prévues ¹ pour l'ensemble du projet et b. l'inventaire détaillé des émissions actuelles pour les émissions de catégorie 1 et 2 réelles du projet, conformément à la norme ISO 14064-1.	3B	Réduction du CO ₂	1. L'adjudicataire formule un objectif quantitatif de réduction des émissions des catégorie 1 et 2 ² du projet, exprimé en chiffres absolus ou en pourcentage par rapport à une ou plusieurs références pertinentes et dans un certain délai, et a élaboré un plan d'action correspondant comprenant les mesures à prendre.
		2. L'inventaire des émissions de 1B du projet est vérifié par un Organisme Certificateur (OC) permettant un certain degré de certitude.			2. L'adjudicataire utilise un plan d'action ou un système de gestion de l'énergie (conformément à la norme NBN-EN-ISO 50001 ou l'équivalent) dans le cadre du projet.
3C	Communication	1. L'adjudicataire communique structurellement en interne ET en externe au sujet de l'empreinte CO ₂ (émissions de catégorie 1 et 2), les objectifs quantitatifs de réduction et les mesures du projet. La communication	3D	Initiatives de réduction du CO ₂	1. L'adjudicataire démontre que des mesures spécifiques dérivées d'une initiative (sectorielle ou en chaîne) dans le domaine de la réduction des émissions sont mises

¹ Les émissions de catégorie 1 et de catégorie 2 sont définies dans le Manuel Echelle de Performance CO₂ 3.0 sur www.echelledeperformanceCO2.be

² Les émissions de catégorie 1 et de catégorie 2 sont définies dans le Manuel Echelle de Performance CO₂ 3.0 sur www.echelledeperformanceCO2.be

		<p><i>comprend au moins la politique énergétique et les objectifs de réduction du projet, une description de la ou des références utilisées, les possibilités de contributions individuelles, des informations sur la consommation d'énergie actuelle et les tendances du projet.</i></p>			<p><i>en œuvre dans le cadre du projet.</i></p>
		<p><i>2. L'adjudicataire établit un plan de communication interne et externe documenté avec des tâches, des responsabilités et des moyens de communication définis.</i></p>			

CO₂-AMBITIENIVEAU 4					
	Aspect	Sous-critère		Aspect	Sous-critère
4A	Emission CO ₂	<p><i>1. L'adjudicataire démontre assurer un suivi des émissions probables les plus importantes du catégorie 3 pour le projet et démontre les émissions de CO₂ par unité pour une des émissions matérielles les plus importantes du projet lié à une prestation (produit ou service)</i></p>	4B	Réduction du CO ₂	<p><i>1. Pour les émissions des périmètres 1 et 2, voir 3.B.1.</i></p> <p><i>Sur la base du suivi des émissions probables les plus importantes du catégorie 3 du projet, l'adjudicataire formule un objectif de réduction des émissions de CO₂ et élabore un plan</i></p>

					<p><i>d'action correspondant, y compris les mesures à prendre.</i></p> <p><i>L'objectif est exprimé en nombre absolu ou en pourcentage par rapport à une référence et dans un délai déterminé.</i></p>
		<p><i>2. L'adjudicataire établit un plan de gestion de la qualité pour l'inventaire du projet (voir chapitre 10 Protocole des normes de produits GES).</i></p>			<p><i>2. L'adjudicataire rend compte périodiquement (en interne et en externe) de l'avancement des travaux par rapport aux objectifs du projet.</i></p>
4C	Communication	<p><i>1. L'adjudicataire démontre qu'il entretient un dialogue régulier (au moins deux fois par an) avec les parties prenantes au sein des pouvoirs publics et les ONG (au moins 2) sur son objectif de réduction de CO₂ et les mesures prises dans le cadre du projet.*</i></p> <p><i>2. L'adjudicataire démontre que les préoccupations exprimées par les pouvoirs publics et/ou les ONG au sujet du projet ont été identifiées et prises en compte*.</i></p>	4D	Initiatives de réduction du CO ₂	<p><i>1. L'adjudicataire démontre qu'il prend, dans le cadre de la mise en œuvre du projet, de mesures innovantes visant à réduire les émissions de CO₂, qu'il lie le nom de l'entreprise à l'initiative du projet, par des publications et par la confirmation des parties prenantes.</i></p>

		<i>* 4C 1 et 2 s'appliquent aux grands projets pluriannuels ; si tel n'est pas le cas, les dispositions de la section 3C s'appliquent au niveau d'ambition 4.</i>			
--	--	---	--	--	--

Ambition CO₂ Niveau 5					
	Aspect	Sous-critère		Aspect	Sous-critère
5A	<i>Emission CO₂</i>	<i>1. L'adjudicataire démontre qu'il assure un suivi des émissions matérielle de la catégorie 3³ du projet et des parties les plus pertinentes de la chaîne d'approvisionnement</i>	5B	<i>Réduction du CO₂</i>	<i>1. L'adjudicataire formule une stratégie de réduction et des objectifs de réduction de CO₂ pour les émissions de catégorie 3 du projet, sur la base des analyses du sous critère 5.A.2. Il établit un plan d'action correspondant a, comprenant les actions autonomes à entreprendre. Les objectifs sont exprimés en chiffres absolus ou en pourcentages par rapport à une (ou plusieurs) référence(s) pertinente(s).</i>

³ Les émissions de catégorie 3 sont définies dans le Manuel Echelle de Performance CO₂ 3.0 sur www.echelledeperformanceCO2.be

		<p>2.1. L'adjudicataire dispose, pour le projet, d'une analyse fondée et actualisée des actions autonomes possibles qu'il peut prendre afin d'influencer les émissions matérielles de catégorie 3 (en amont et en aval)⁴.</p>			<p>2. L'adjudicataire fournit au moins deux fois par an son inventaire des émissions de CO₂ (internes et externes) du projet de catégorie 1, 2 et 3⁵, ainsi que l'état d'avancement des objectifs de réduction et les mesures prises.</p>
		<p>2.2. L'adjudicataire démontre qu'il connaît les stratégies possibles pour réduire les émissions de catégorie 3 du projet⁶</p>			<p>3. L'adjudicataire réussit à atteindre les objectifs de réduction</p>
		<p>3. L'adjudicataire dispose de données d'émission spécifiques et à jour provenant des partenaires directs (et potentiels) de la chaîne de valeur, qui sont pertinentes pour la mise en œuvre de la stratégie de réduction des émissions de la catégorie 3 du projet (voir 5.B.1).</p>			
5C	Communication	1. L'adjudicataire communique	5D		1. L'adjudicataire utilise le projet comme

⁴ Les émissions de catégorie 3 sont définies dans le Manuel Echelle de Performance CO₂ 3.0 sur www.echelledeperformanceCO2.be

⁵ Les émissions de catégorie 1, 2 et 3 sont définies dans le Manuel Echelle de Performance CO₂ 3.0 sur www.echelledeperformanceCO2.be

⁶ Les émissions de catégorie 3 sont définies dans le Manuel Echelle de Performance CO₂ 3.0 sur www.echelledeperformanceCO2.be

		<p><i>structurellement à l'extérieur sur la manière dont le projet fonctionne en tant que laboratoire pour les innovations ou les mesures innovantes et sur la manière dont il a activement impliqué des partenaires de la chaîne de valeur</i></p>		<p><i>Initiatives de réduction du CO₂</i></p>	<p><i>un laboratoire pour mettre en œuvre des innovations ou des mesures innovantes et implique activement des partenaires de la chaîne de valeur. Le soumissionnaire peut fournir une description des émissions de CO₂ prévues à la suite de la mesure prise dans le cadre du projet.</i></p>
		<p><i>2. L'adjudicataire communique structurellement (au moins deux fois par an) en interne et en externe sur l'empreinte CO₂ (catégories 1, 2 & 3) et les objectifs quantitatifs de réduction du projet. La communication comprend au moins la politique énergétique et les objectifs de réduction du projet, une description de la ou des références utilisées, les possibilités de contributions individuelles, des informations sur la consommation d'énergie actuelle et les tendances du projet.</i></p>			<p><i>2. Les innovations ou les actions innovatrices sont commentées de manière professionnelle par un institut d'expertise reconnu comme compétent et indépendant dans ce domaine.</i></p>

Pour atteindre un niveau supérieur, les critères des niveaux inférieurs doivent également être remplis.

Les niveaux d'ambition et les termes utilisés ci-dessus sont expliqués plus en détail dans la version 3.0 du Manuel de l'échelle de performance, disponible sur www.echelledeperformanceCO2.be.

Le niveau d'ambition CO₂ doit être atteint au plus tard un an après la conclusion du marché. Dans le cas où la durée du marché s'étend sur plusieurs années, l'adjudicataire doit démontrer dans le mois suivant chaque anniversaire de la notification qu'il a atteint au moins le niveau annoncé dans son offre. Les obligations incombant à l'adjudicataire pendant l'exécution du marché sont précisées au point X du présent cahier des charges (x doit se référer au point "conditions d'exécution" ci-après).

4 A INSÉRER EN CONDITIONS D'EXÉCUTION

Il incombe à l'adjudicataire de prouver que le niveau d'ambition proposé en matière de CO₂ est atteint. Cette charge de la preuve consiste en une attestation ou un certificat d'un organisme de certification (OC).

Le niveau d'ambition en matière de CO₂ annoncé dans l'offre doit être atteint au plus tard un an après la conclusion du marché. Dans le cas où le marché s'étend sur plusieurs années, l'adjudicataire doit démontrer dans le mois suivant chaque anniversaire de la notification du marché qu'il a atteint au moins le niveau annoncé dans son offre.

L'adjudicataire dispose de différents moyens pour prouver que le niveau d'ambition proposé en matière de CO₂ est atteint :

- Soit il soumet en temps utile un certificat de performance CO₂ valide⁷, relatif à son entreprise et aux travaux effectués par l'entreprise. Si le soumissionnaire est constitué d'un groupement d'opérateurs économiques, chaque entreprise doit présenter à ce moment-là un certificat valide de conscience CO₂ correspondant au niveau d'ambition CO₂ proposé.
- Soit il soumet un certificat de performance CO₂ qui se rapporte spécifiquement au projet qui fait l'objet du marché. Si ce mode de preuve est utilisé, le soumissionnaire doit déjà indiquer sur le formulaire d'offre quel organisme de certification (OC) procédera à l'évaluation. Il est également permis de mentionner un organisme de certification qui n'a pas encore l'accréditation mais a entamé le processus d'accréditation. Les conditions suivantes sont également applicables :
 - La preuve consiste en un dossier de projet et une attestation de l'organisme de certification (OC) indiquant si le niveau d'ambition annoncé dans l'offre et tous les niveaux inférieurs ont été atteints, et
 - Le niveau d'ambition annoncé dans l'offre doit être assuré dans le système de gestion ou de qualité du projet utilisé par l'entrepreneur ; et

⁷Les conditions de validité des certificats sont expliquées dans le manuel 3.0 de l'échelle de performance CO₂ sur www.echelledeperformanceCO2.be

- *Sur la base du dossier de projet et de l'intégration dans la gestion ou le système qualité du projet, l'adjudicataire doit faire évaluer par l'organisme de certification (OC) désigné si le niveau d'ambition annoncé a été atteint, et*
- *L'adjudicataire doit démontrer que l'organisme de certification (OC) est accrédité pour la certification au niveau du certificat d'échelle qui correspond au niveau d'ambition annoncé dans l'offre et que la personne effectuant l'évaluation au nom de l'organisme de certification (OC) possède une expérience probante de la certification des entreprises au niveau du certificat d'échelle qui correspond au niveau d'ambition annoncé dans l'offre ou que cet organisme a engagé une procédure d'accréditation équivalente, et*
- *L'évaluation par l'organisme de certification (OC) doit avoir lieu dans l'année qui suit la conclusion du marché, puis annuellement, pendant l'exécution du marché, et*
- *Si l'adjudicataire dispose d'un certificat de performance CO₂ à un niveau d'ambition inférieur, il peut fonder en partie la charge de la preuve sur les informations provenant du système de management associé au certificat, mais la preuve spécifique doit être fournie sur l'ensemble du projet pour le niveau d'ambition annoncé dans l'offre, en ce compris tous les niveaux inférieurs (la preuve mixte n'est pas possible).*

La méthode de preuve choisie (certification au niveau de l'entreprise ou du projet) s'applique pendant toute la durée du marché. Il n'est pas permis de modifier le mode de preuve pendant la durée du marché.

Si l'adjudicataire ne prouve pas en temps utile que le niveau d'ambition annoncé dans l'offre a été atteint, une pénalité spéciale sera appliquée conformément à l'article 45 de l'AR établissant les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant de la pénalité est calculé sur base de la partie du niveau d'ambition qui n'a pas été atteint pendant une certaine période et à la remise fictive non réalisée correspondante (voir point X - pénalités).

5 A INSÉRER EN PÉNALITÉS

(A ajouter à toute autre pénalité prévue dans le cahier des charges).

Le non-respect de l'obligation de prouver que le niveau d'ambition CO₂ annoncé dans l'offre a été atteint un an après la conclusion du marché et, le cas échéant, dans le mois suivant chaque date anniversaire de la conclusion du marché, est passible d'une pénalité spéciale équivalente à une fois et demie la réduction fictive non réalisée. Plus précisément, la pénalité spéciale applicable est calculée conformément aux dispositions ci-après :

- *La réduction fictive appliquée au prix de l'offre au moment de l'attribution sert de base au calcul de la pénalité.*

- La pénalité s'applique lorsque l'adjudicataire ne prouve pas, ou ne prouve pas à temps, que le niveau d'ambition CO₂ annoncé dans l'offre a été atteint. La pénalité s'applique également si le niveau d'ambition CO₂ prouvé est inférieur au niveau d'ambition annoncé dans l'offre. La pénalité peut être appliquée un an après la conclusion du marché et, si la durée du contrat est de plusieurs années, après chaque anniversaire de la conclusion du contrat.
- Pour déterminer la pénalité à appliquer, la réduction fictive est divisée par le nombre de moments d'évaluation. Le contrôle un an après la clôture et le contrôle après chaque anniversaire de la conclusion sont des moments d'évaluation. Dans l'hypothèse d'une réduction fictive de 120.000 euros et de 2 moments d'évaluation, seuls 60.000 euros (120.000/2) sont pris en compte pour le calcul de la pénalité du moment d'évaluation.
- L'ampleur de la pénalité est proportionnée au niveau d'ambition qui n'a pas été réalisé. Si le niveau d'ambition 3 annoncé dans l'offre donne lieu à une réduction fictive de 6% et que seul le niveau 1 est atteint au moment de l'évaluation, correspondant à une réduction fictive de 2%, alors 4% ne sont pas réalisés (soit 2/3 de la réduction fictive). Seule la partie de la réduction fictive qui correspond à ces 4% sera prise en compte. Sur la base de l'exemple du point précédent, le montant est donc de 40.000 euros (2/3 de 60.000 euros).
- Pour calculer le montant de la pénalité, ce montant est multiplié par 1,5. Dans l'exemple ci-dessus, la pénalité sera donc de 60 000 euros pour le moment d'évaluation correspondant.

6 A INSÉRER DANS LE FORMULAIRE D'OFFRE

(Pour rappeler au soumissionnaire l'utilisation de l'échelle de performance CO₂, il est recommandé d'inclure le point suivant dans le formulaire d'offre)

- **Niveau d'ambition sur l'échelle de performance CO₂**

Le soumissionnaire s'engage à atteindre le prochain niveau d'ambition en matière de CO₂ (entourer) :

Aucun (pas de réduction fictive)
Niveau 1 (2% de réduction fictive)
Niveau 2 (4% de réduction fictive)
Niveau 3, 4 en 5 (6% de réduction fictive)

Ce niveau d'ambition sera attesté pendant l'exécution du marché par l'Organisme Certificateur (OC) :

.....